



LES NOTES DE LA FEP

N°19 - Mai 2020

#MUNICIPALES2020

#ANALYSEÉLECTORALE

#DÉMOCRATIELOCALE

#ÉCOLOGIEMUNICIPALE

**Florent GOUGOU &
Simon PERSICO**

Enseignants-chercheurs
à Sciences Po Grenoble et au
laboratoire PACTE-CNRS.

LA POUSSÉE (INACHEVÉE) DES VERTS : LEÇONS TIRÉES DU PREMIER TOUR DES MUNICIPALES DE 2020

par Florent GOUGOU & Simon PERSICO

QUELQUES ENSEIGNEMENTS DU SCRUTIN DU 15 MARS 2020

SUR LES ENJEUX ÉCOLOGIQUES

- Une attention médiatique accrue sur les questions écologiques.
- Une préoccupation citoyenne inédite pour l'environnement.

SUR LA PERCÉE ÉLECTORALE D'EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS

- Hausse du nombre de listes autonomes ou en alliance dirigées par les Verts.
- Les listes conduites par les écologistes dans les villes de plus de 30 000 habitants réalisent en moyenne 16,4% des suffrages, une hausse de plus de 6 points par rapport à 2014.
- Une dynamique conforme à la trajectoire observée lors des élections européennes de 2019.

SUR LES DÉTERMINANTS DU SUCCÈS

- A l'exception de Paris, de très bons résultats écologistes dans les villes-centres des grandes métropoles (idéopoles).
- Capacité à incarner l'alternance de gauche face à des maires sortants de droite.

SUR LES LIMITES À LA DYNAMIQUE ÉCOLOGISTE

- Nécessité de concrétiser la capacité de remporter des municipalités au second tour dans un contexte incertain.
- Manque de visibilité sur la séquence 2021 (régionales/départementales) 2022 (présidentielle/législative).
- Capacité à assurer le leadership du pôle social-écologiste.
- Poids toujours majeur de La République En Marche et du Rassemblement National dans la structuration de la vie politique française.

Les scrutins municipaux ne sont pas les élections qui passionnent le plus les observateurs de la vie politique. Avec plus de 35 000 scrutins simultanés et des variations incalculables dans la configuration des offres électorales, les municipales sont essentiellement couvertes par les médias locaux. Et en général, elles sont réduites à des scrutins dominés par des dynamiques locales, dont on ne pourrait pas tirer beaucoup d'enseignements nationaux.

Les élections municipales de 2020 ont échappé à cette règle et ont bénéficié d'un traitement national inédit. Cependant, les analyses se sont focalisées sur les conditions d'organisation du scrutin¹, ignorant très largement les résultats eux-mêmes. Il est vrai qu'avec un premier tour maintenu *in extremis* en dépit du développement de la pandémie du Covid-19, et un second tour reporté dans l'urgence, ces élections sont immédiatement entrées dans les annales de l'histoire électorale française par le débat sur l'opportunité de les maintenir - ou non.

Malgré le contexte exceptionnel et légitimement anxiogène créé par le coronavirus, plus de 20,6 millions d'électrices et d'électeurs ont voté - 44,6 % des personnes inscrites sur les listes électorales. Une telle mobilisation, aussi réduite soit elle par rapport aux élections municipales précédentes sous la Cinquième République et au-delà, a permis d'élire près de 30 000 conseils municipaux au premier tour. Mais surtout, elle peut donner des indications importantes² sur les rapports de forces électoraux qui structurent l'espace politique français.

Dans les villes comptant plus de 30.000 habitants, ces villes les plus connectées à la vie politique nationale, le premier tour des élections municipales a été marqué par une poussée des listes Europe Ecologie les Verts. Cette attractivité des Verts pouvait déjà se mesurer lors de la campagne électorale, avec une visibilité sans précédent des enjeux environnementaux et une forte progression du nombre de têtes de liste écologistes, que ce soit dans des listes autonomes ou dans des listes d'union. Dans un espace de la gauche déstructuré par l'effondrement du Parti socialiste en 2017, Europe Ecologie Les Verts a ainsi confirmé sa dynamique des élections européennes de 2019, lorsque la liste conduite par Yannick Jadot avait devancé toutes les autres listes de gauche.

LES VERTS DANS LA CAMPAGNE : LA DOMINATION DES ENJEUX ASSOCIÉS À L'ÉCOLOGIE

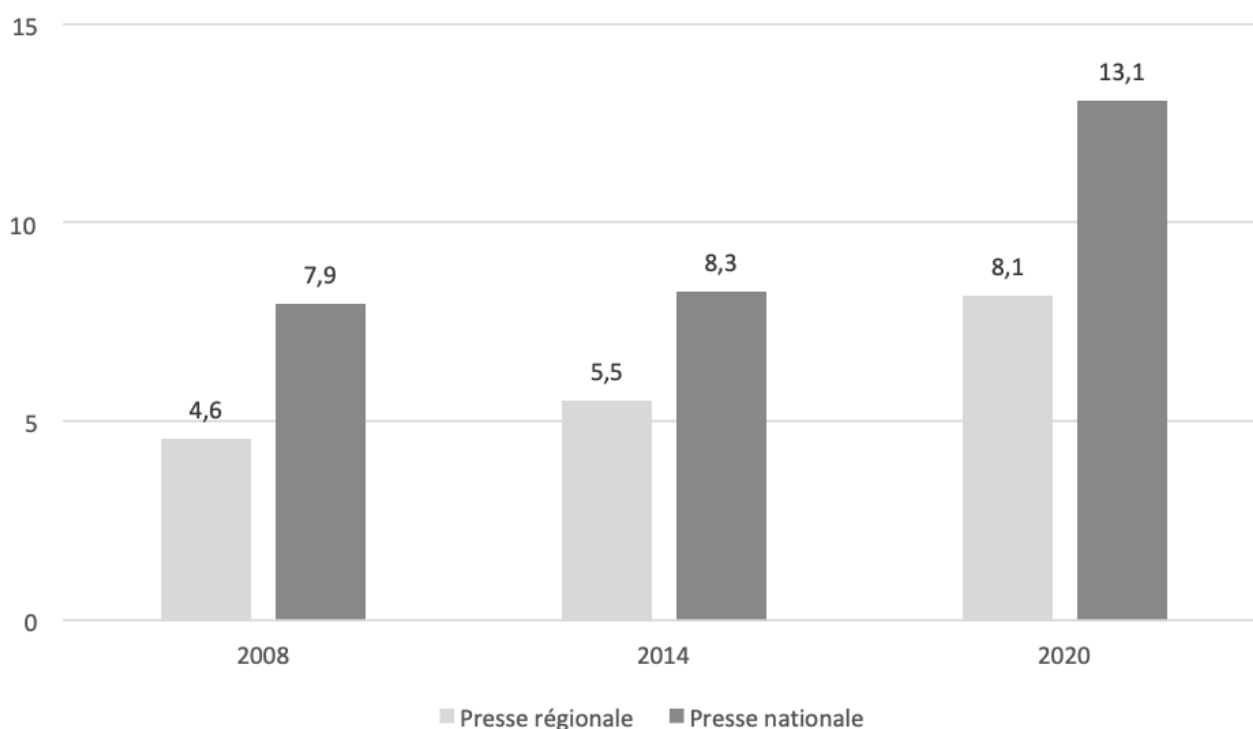
La campagne des municipales a été fortement marquée par un climat social très défavorable au camp du Président Macron, avec la poursuite du mouvement contre la réforme des retraites entamé à l'automne 2019. Parallèlement, les enjeux liés à la transition écologique ont occupé une large partie de l'agenda médiatique et politique. Les élections de 2020 se sont déroulées dans un contexte où la politique nationale, européenne et même mondiale sont confrontées de manière aiguë à la crise écologique. Plusieurs événements en attestent : en France, la démission de Nicolas Hulot et le succès de la pétition de l'Affaire du siècle ; en Europe, le score historique des listes écologistes aux européennes et le projet de Green Deal ; au niveau mondial, le mouvement des grèves pour le climat touchant plus de 125 pays et 2200 villes, ce qui en fait la plus grande mobilisation écologiste jamais organisée.

L'attention accordée à ces enjeux dans la presse témoigne de cette trajectoire. Le *Graphique 1*, ci-dessous, indique que la part des articles de presse consacrés à l'écologie



dans la période qui a précédé le scrutin n'a jamais été aussi élevée, dans la presse quotidienne nationale comme locale. Ainsi, plus de 13 % des articles publiés dans les quatre quotidiens les plus diffusés nationalement incluaient les mots « écologie », « climat », « environnement » ou « pollution ». Cette part s'élevait à 8 % environ lors des campagnes de 2008 et 2014. Dans la presse quotidienne régionale – une catégorie pertinente pour l'analyse de ces élections locales – 8 % des articles sont liés aux enjeux écologiques, contre 5% environ lors des campagnes de 2008 et 2014.

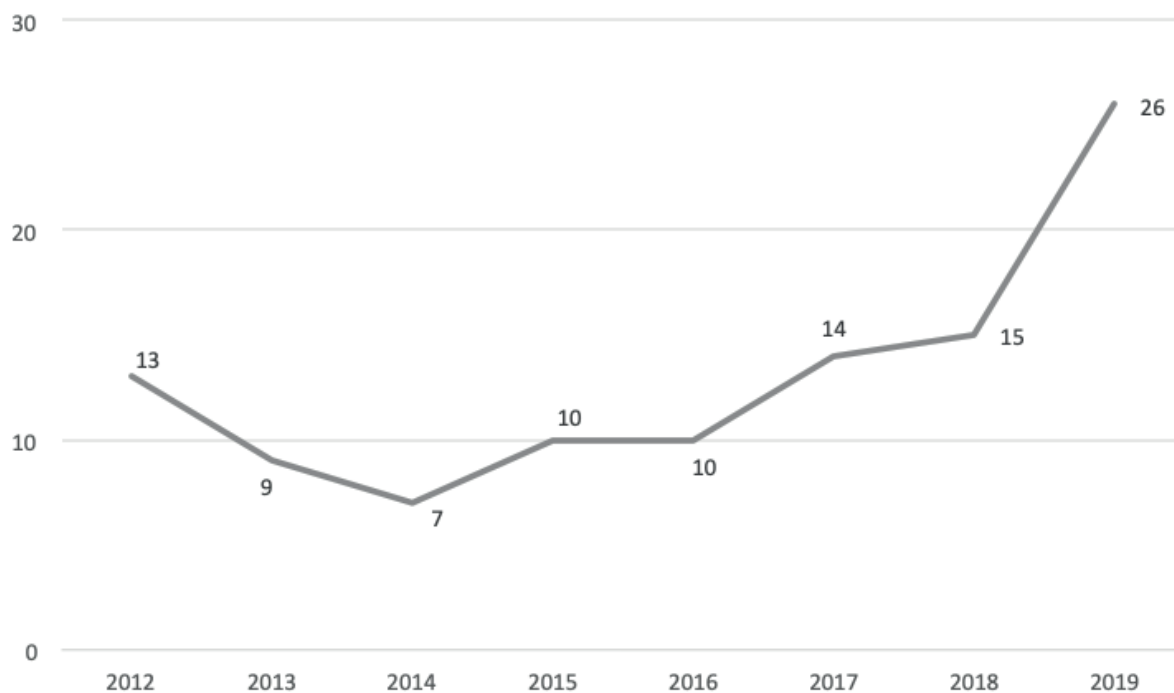
Graphique 1. Attention médiatique accordée à l'écologie dans les six mois précédant le premier tour (en pourcentage du nombre total d'articles)



Source : Europresse ; articles comportant les mots « climat », « écologie », « environnement » ou « pollution » dans les quatre principaux titres de la presse quotidienne régionale (*Ouest-France, Le Parisien, Sud-Ouest, La Voix du Nord*) et de la presse quotidienne nationale (*Le Figaro, Le Monde, La Croix, Libération*) dans les six mois précédant le premier tour de l'élection.

Cette visibilité inédite des enjeux écologistes explique également le niveau de priorité inédit accordé par les électeurs et les électrices aux enjeux environnementaux. Le *Graphique 2*, ci-dessous, indique ainsi que plus du quart des personnes interrogées dans une enquête barométrique de l'ADEME considèrent que l'environnement fait partie des deux enjeux les plus importants auxquels la France doit faire face, quand cette part n'avait jamais dépassé 15 % précédemment. Les attentes très importantes des électrices et électeurs ont d'ailleurs été entendues. Lors de la campagne, les programmes de diverses listes, pas seulement ceux des Verts³, ont accordé une place prépondérante aux questions relatives aux mobilités, aux économies d'énergie, à l'alimentation durable, à la pollution de l'air, ou encore à la place de la nature dans les espaces urbains. Autant d'enjeux qui ne sont présents dans le débat public qu'à la faveur des mobilisations écologistes, dans l'espace partisan comme dans celui des mouvements sociaux.

Graphique 2 : Personnes déclarant que l'environnement fait partie des deux enjeux les plus importants (en pourcentage des personnes interrogées)



Source : ADEME, Représentations sociales du changement climatique, 20^{ème} vague, 2019,
<https://www.ademe.fr/representations-sociales-changement-climatique-20-eme-vague>

LES VERTS DANS L'OFFRE ÉLECTORALE : LA MONTÉE EN PUISSANCE AU SEIN DE LA GAUCHE

Si la visibilité des enjeux écologiques est évidemment un facteur important pour comprendre la percée des écologistes, celle-ci s'explique aussi par la capacité inédite des membres d'Europe Ecologie Les Verts à conduire des listes, que ce soit en autonomie ou en alliance. Cette capacité des écologistes à mener des listes au niveau local est, en soi, un signe de l'attractivité de l'étiquette verte.

Les 121 têtes de liste EELV recensées dans les 251 communes de plus de 30 000 habitants constituent ainsi un record pour les écologistes. La dynamique est spectaculaire. Lors des élections municipales précédentes, les Verts étaient à la tête d'une liste dans respectivement 26,54 % (1995), 25,4 % (2001), 18,7 % (2008) et 27 % (2014) des communes de plus de 30 000 habitants ; en 2020, c'est dans 48 %.

Tableau 1. Nombre de listes conduites par les Verts au premier tour des élections municipales dans les villes de plus de 30 000 habitants (France métropolitaine)

	1995	2001	2008	2014	2020
Têtes de liste	60	59	44	66	121
Listes autonomes	60	59	44	46	73
Listes d'alliance	0	0	0	20	48
Part des villes de plus de 30 000 hab. avec une tête de liste écologiste	26,4	25,4	18,7	27,1	48,2

NB : Paris, Lyon et Marseille sont respectivement comptées comme une seule ville.



Cette montée en puissance des écologistes dans l'offre électorale de gauche se mesure aussi dans la capacité des Verts à prendre la tête d'une liste d'union des forces de gauche. Le mouvement avait été enclenché en 2014, avec les Verts leaders d'une alliance avec d'autres forces de gauche dans 20 cas - à l'époque, le PCF et le PG pour l'essentiel. Au premier tour des dernières municipales, les Verts étaient à la tête de listes d'alliance dans 48 cas - 8 avec la FI, 7 avec le PCF, 4 avec le PS, 11 avec le PS et le PCF, 3 avec le PS et la FI, 7 avec le PCF et la FI, 8 avec les trois autres grandes forces de gauche. De ce point de vue, la principale nouveauté réside dans la capacité des Verts à s'arroger le soutien du PS, qui s'est rallié à une candidature verte dans 26 cas. C'est une évolution majeure dans les rapports de force internes à la gauche.

Et c'est bien de la gauche dont il s'agit : les candidates et candidats EELV n'ont conclu aucune alliance de premier tour avec une force extérieure au camp de la gauche. Cela donne quelques indications sur la réponse à la question stratégique que certains décrivent à la tête du parti. A l'échelon municipal, les écologistes choisissent de s'allier dans plus d'un tiers des cas ; toutes ces alliances de premier tour, sans exception, ont été nouées avec une ou des forces de gauche. Cela a mis les écologistes en position d'être têtes de listes d'alliance dans un nombre record de communes⁴.

Ces transformations sont particulièrement spectaculaires dans les très grandes villes. En 2014, EELV avait présenté 13 listes autonomes dans les 36 villes de plus de 100.000 habitants et n'était jamais parvenu à conduire une liste d'alliance avec le PS, à l'exception d'un arrondissement de Marseille. Les très grandes villes étaient la chasse gardée du seul parti de gouvernement de gauche. Au premier tour de 2020, EELV a présenté 18 listes autonomes dans les 40 villes de plus de 100 000 habitants, mais en a également dirigé 16 en alliance avec d'autres forces de gauche, dont 9 incluant le PS (Besançon, Nîmes, Bordeaux, Tours, Metz, Perpignan, Annecy, Le Havre et Toulon).

LES VERTS DANS LES URNES : LA CONFIRMATION DE LA DYNAMIQUE APERÇUE AUX EUROPÉENNES

Il est important de nuancer les conclusions nationales que l'on peut tirer de l'étude des résultats aux élections municipales. C'est d'autant plus vrai, cette année, que l'abstention massive n'a pas touché toutes les catégories de la population de la même manière. De fait, le surcroît d'abstention lié au coronavirus a été encore plus fort chez les électeurs et électrices âgées⁵, c'est-à-dire les catégories les moins favorables aux écologistes.

Cette déconnexion des enjeux nationaux a été renforcée, cette année, par le fait que le parti du gouvernement était très peu implanté. La République en Marche disposait de peu ou pas de sortants. Le plus souvent, ses candidats étaient inconnus des électrices et électeurs et n'apparaissaient pas comme des concurrents potentiels pour le pouvoir municipal (ce rôle fut plus souvent joué par des formations et des candidats plus implantés, issus des partis traditionnels que sont Les Républicains ou le PS). Ainsi, la logique de sanction à l'égard du gouvernement n'explique qu'une petite partie de la difficulté des candidats LREM. Elle ne marque donc pas le rejet pur et simple de LREM que certains commentateurs ont voulu pointer.

Ces rappels effectués, l'analyse des scores des écologistes dans les villes moyennes et grandes permet de tirer quelques enseignements sur leur dynamique électorale. Pre-

mièrement, comme l'indique le *Tableau 2*, dans un contexte de participation en berne, les Verts obtiennent un nombre record de suffrages exprimés en leur faveur. Si cela est en partie lié à l'augmentation significative du nombre de villes dans lesquelles ils étaient présents, il est significatif que près d'un demi-million d'électrices et d'électeurs des villes de plus de 30 000 habitants se soient mobilisés en leur faveur, contre 250 000 lors du précédent record, en 2014. C'est ce qu'indique le *Tableau 2*, ci-dessous.

Tableau 2. Le nombre de voix des listes conduites par les Verts au premier tour des municipales dans les villes de plus de 30 000 habitants (France métropolitaine)

	1995	2001	2008	2014	2020
Ensemble	111 010	210 402	145 540	249 849	465 827
Listes en autonomie	111 010	210 402	145 540	180 166	259 779
Listes en alliance				69 683	206 048
Nombre total de listes	73	78	63	94	152

NB : chaque arrondissement de Paris, Lyon et Marseille compte comme une unité distincte.

Cette progression apparaît plus clairement encore quand on analyse les scores obtenus en pourcentage des exprimés, comme le font le *Tableau 3* (dans l'ensemble des villes de plus de 30 000 habitants) et le *Tableau 4* (dans les villes de plus de 30 000 habitants dans lesquelles ils avaient une tête de liste). Ainsi, avec 11,1 % des suffrages exprimés, le score moyen obtenu dans l'ensemble des villes est de 7 points supérieur à ce qu'il était en 2014, qui constituait déjà un record. Par ailleurs, alors qu'ils sont présents dans beaucoup plus de villes – ce qui témoigne de leur capacité à présenter des candidats y compris dans des territoires qui ne leur sont pas favorables – ils obtiennent 16,4 % des suffrages quand ils disposent de la tête de liste. Ils n'avaient jusqu'ici jamais dépassé 11,2%, score obtenu lors des municipales de 2001 qui les avaient vu profiter d'un report de voix d'électeurs de gauche souhaitant envoyer un message au gouvernement dirigé par le socialiste Lionel Jospin.

Tableau 3. Les résultats des listes conduites par les Verts au premier tour des municipales dans l'ensemble des villes de plus de 30 000 habitants (France métropolitaine)

	1995	2001	2008	2014	2020
Ensemble	1,9	3,9	2,4	4,1	11,1
Listes en autonomie	1,9	3,9	2,4	3,0	6,2
Listes en alliance				1,1	4,9
Nombre total de listes	73	78	63	94	152

NB : chaque arrondissement de Paris, Lyon et Marseille compte comme une unité distincte. Les résultats sont en pourcentage des suffrages exprimés sur l'ensemble des villes de plus de 30.000 habitants (y compris celles où les écologistes ne conduisaient pas de liste).

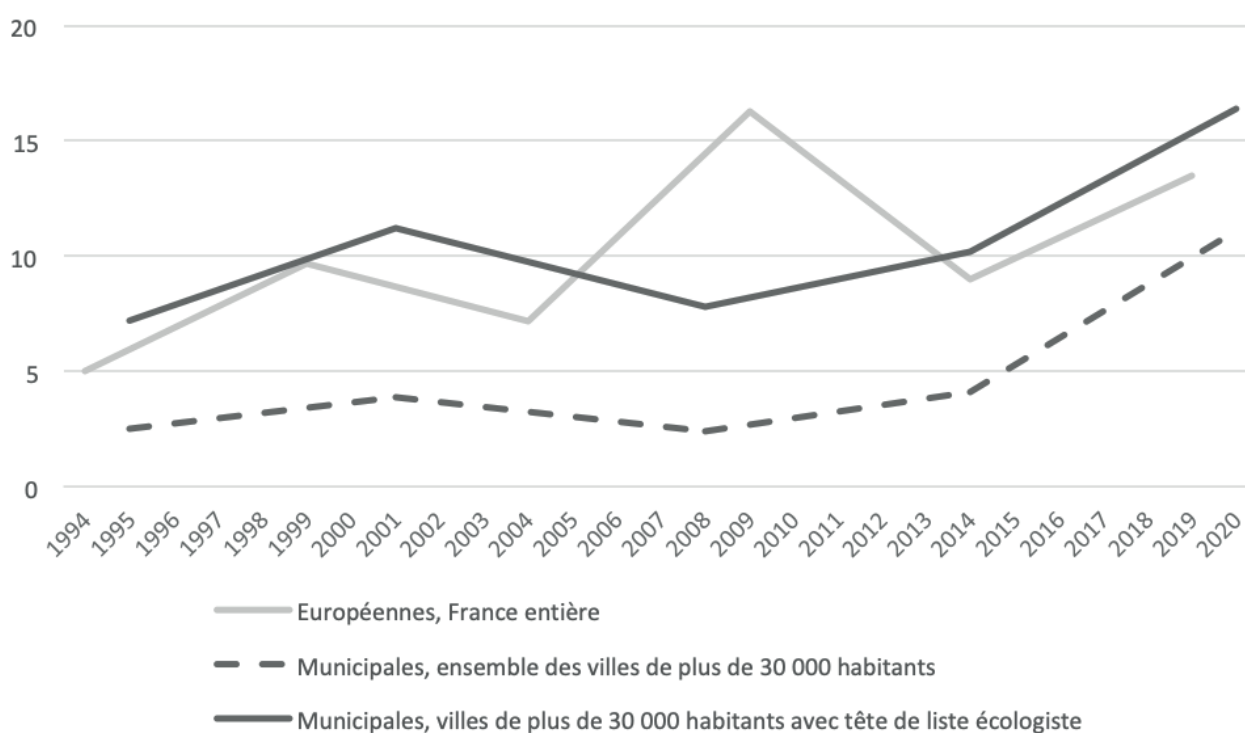
Tableau 4. Les résultats des listes conduites par les Verts au premier tour des municipales dans les villes de plus de 30 000 habitants dans lesquelles ils étaient têtes de liste (France métropolitaine)

	1995	2001	2008	2014	2020
Ensemble	5,5	11,2	7,8	10,2	16,4
Listes en autonomie	5,5	11,2	7,8	9,0	13,9
Listes en alliance				15,8	21,2
Nombre total de listes	73	78	63	94	152

NB : chaque arrondissement de Paris, Lyon et Marseille compte comme une unité distincte. Les résultats sont en pourcentage des suffrages exprimés dans les villes de plus de 30 000 habitants où était présente une liste verte.

Le *Graphique 3* résume cette progression en montrant qu'elle est conforme à la trajectoire observée lors des élections européennes. Si l'on se concentre sur les communes dans lesquelles les Verts sont et ont été en mesure de mener des listes, on constate à quel point les résultats obtenus aux municipales et aux européennes sont parallèles, marquant une réelle progression à la fin de la décennie 2010. On mesure aussi en quoi les écologistes se rapprochent désormais de la performance inédite obtenue par Europe Ecologie lors des élections européennes de 2009 (16,3%), qui divergeait alors de la tendance générale.

Graphique 3. Comparaison des scores obtenus par les Verts aux élections européennes et municipales



NB : chaque arrondissement de Paris, Lyon et Marseille compte comme une unité distincte. Les résultats sont en pourcentage des suffrages exprimés.

LES DÉTERMINANTS DU SUCCÈS

En se concentrant sur les villes de plus de 100 000 habitants, dans lesquelles les écologistes sont presque systématiquement présents, on peut formuler quelques hypothèses sur les conditions qui expliquent les plus ou moins bons résultats obtenus par les listes écologistes. Evidemment, les configurations propres au contexte local, tant du point de vue des candidats verts que de leurs opposants, expliquent une partie de ces différences. Toutefois, le *Tableau 5*, ci-dessous, qui présente les résultats des listes conduites par les Verts dans les villes de plus de 100 000 habitants, selon le type de liste et le camp du maire sortant, donne de premières indications.

D'abord, les Verts tendent à obtenir leurs meilleurs scores dans les villes-centres des grandes métropoles françaises, celles dans lesquelles les caractéristiques sociodémographiques et politiques sont les plus favorables aux écologistes, des caractéristiques résumées par Fabien Escalona et Mathieu Vieira sous le concept d'idéopôles⁶. Ce sont de grandes métropoles régionales « intégrées aux réseaux de l'économie globalisée – tant d'un point de vue économique que culturel », dans lesquelles la part de diplômés du supérieur est importante. De même, ces communes regroupent un nombre important de citoyens favorables à la gauche, dans les urnes comme dans leurs préférences sur les enjeux de distribution des richesses. et de lutte contre les inégalités, d'ouverture culturelle et morale, ou de protection de l'environnement. Les Verts obtiennent plus de 20% des suffrages, et parmi leurs meilleurs scores, dans huit des onze idéopôles : Bordeaux, Grenoble, Nantes, Lille, Lyon et Villeurbanne, Rennes, Strasbourg et Toulouse. Font donc figure d'exception Aix-en-Provence, une ville plus volontiers acquise à la droite, Montpellier, où le camp écologiste était profondément divisé, et Paris, où le candidat écologiste n'a pas su s'imposer face à un maire terminant son premier mandat et plaçant les enjeux écologistes au cœur de sa campagne. Dans ces villes, les listes estampillées EELV obtiennent entre 7 et 11 % des suffrages exprimés seulement.

En revanche, les villes d'Annecy, Besançon, Caen, Metz, Mulhouse et Tours, des métropoles de taille plus réduite et moins intégrées dans la mondialisation et l'évolution de l'économie de la connaissance, figurent aussi parmi les villes où les Verts obtiennent leurs meilleurs scores (entre 22 et 36 % des suffrages). Le point commun de toutes ces villes ? Les Verts y étaient à la tête de listes d'alliance, au périmètre plus ou moins large. De fait, le *Tableau 5* fait apparaître à quel point les listes d'alliance obtiennent de meilleurs scores, en moyenne, que les listes autonomes. Cette capacité à prendre la tête de listes d'alliance est d'ailleurs d'autant plus forte que le maire sortant appartient au camp de la droite, ce qui témoigne de la capacité nouvelle des écologistes à apparaître comme des concurrents crédibles pour l'alternance. Faire face à un maire sortant de gauche n'obère pas forcément les scores des écologistes, comme en témoignent les cas de Rennes, Lille ou Nantes. Cela empêche toutefois les Verts de prendre le leadership du camp de la gauche : dans ces trois villes, ils arrivent en deuxième position derrière la maire socialiste sortante. Enfin, les écologistes obtiennent leurs moins bons scores dans les villes les plus ancrées à droite (Boulogne-Billancourt, Nîmes, Reims ou Toulon), où dans lesquelles le maire sortant socialiste a réussi une stratégie de rassemblement derrière son nom (Brest, Dijon, Le Mans).



Tableau 5. Les résultats des listes conduites par les Verts au premier tour des municipales dans les villes de plus de 100 000 habitants (France métropolitaine)

	Maire sortant.e de gauche	Maire sortant.e de droite
Liste autonome	<i>Moyenne des scores : 17,2</i>	<i>Moyenne des scores : 12,7</i>
	Villeurbanne (27,5) Rennes (25,4) Lille (24,5) Nantes (19,6) Montreuil (16,1) Brest (15,7) Dijon (15,1) Paris (10,9) Le Mans (9,9) Montpellier (7,4)	Lyon (28,5)* Orléans (19,2) Saint-Etienne (12,4) Nancy (10,2) Aix-en-Provence (9,2) Marseille (8,9) Boulogne-Billancourt (7,8) Reims (5,6)
Liste en alliance	<i>Moyenne des scores : 30,7</i>	<i>Moyenne des scores : 21,9</i>
	Grenoble** (46,7) Strasbourg (27,9) Metz (24,9) Rouen (23,2)	Tours (35,5) Bordeaux (34,4) Besançon (31,2)* Annecy (27,9) Toulouse (27,5) Caen (25,6) Mulhouse (21,9) Perpignan (14,5) Angers (14,1) Nîmes (12,2) Toulon (9,1) Le Havre (8,3)

Les résultats sont en pourcentage des exprimés

*La trajectoire de LREM en matière de politiques mises en œuvre comme de socle électoral, depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, explique le choix de classer les maires sortants LREM à la droite de l'échiquier politique, un choix discutable mais utile pour la compréhension des dynamiques électorales.

** Maire sortant EELV

UN CHEMIN ENCORE LONG

Les Verts ont franchi plusieurs paliers lors du premier tour de ces élections municipales. D'abord, ils ont réussi à présenter des listes dans un nombre record de villes et, parfois, à convaincre une partie de leurs concurrents/partenaires de gauche de s'allier au premier tour. Cela explique en partie les bons résultats obtenus, qui sont liés au dynamisme de l'écologie politique dans les urnes – une trajectoire que l'on observait dès 2019 – et dans la société. En cela, les écologistes français ont passé un premier test : confirmer lors d'élections locales le succès entrevu aux élections européennes⁷.

Reste que ces municipales ne seront un succès que si les Verts réussissent à conquérir des villes – la conserver pour le cas de Grenoble, ce qui devrait être rendu d'autant plus aisé qu'Eric Piolle, avec 46,6 % des suffrages, dispose de plus de 25 points d'avance sur son premier concurrent. Parmi les villes dans lesquelles ils sont les mieux posi-

tionnés, on citera Besançon, Bordeaux, Lyon, Strasbourg, Toulouse, Tours... Autant de villes dans lesquelles ils semblent être apparus crédibles pour la conquête et l'exercice du pouvoir, mais où le second tour peut encore doucher les enthousiasmes, dans un contexte rendu incertain par la crise du Covid-19.

Si toutefois ils parviennent à conquérir un nombre significatif de mairies, alors ils auront acquis un statut qui leur a longtemps échappé et qui détermine, au fond, le sort des familles politiques sous la Cinquième République : celui de parti capable de gagner des élections à deux tours. Il ne faudra pourtant pas considérer que la partie sera aisée pour la séquence 2021 (régionales et départementales) et 2022 (présidentielle et législatives). D'une part, parce que les écologistes ont jusqu'ici toujours sous-performé lors des élections nationales. Quels que soient leurs succès européens et municipaux (environ 15% des suffrages seulement, il faut le rappeler), cette faiblesse historique au niveau national peut limiter leur capacité de convaincre les électeurs et les autres forces de gauche qu'ils sont les meilleurs représentants de cet espace politique en mutation⁸ pour la conquête du pouvoir national. Pourtant, ce soutien sera primordial pour faire un saut significatif dans les urnes.

Car il ne faut pas oublier que, s'il a été masqué lors de ces élections municipales, l'affrontement entre le Rassemblement national et LREM structure encore largement la vie politique française, comme les dernières élections européennes l'ont encore largement démontré. Il apparaît de plus en plus clairement que le système partisan français est structuré, comme d'autres systèmes partisans européens, en trois pôles⁹ : un pôle souverainiste-identitaire, dominé par le RN ; un pôle libéral-mondialisateur, dominé par LREM, concurrencé par LR lors de ces élections municipales ; un pôle social-écologiste, dont le leadership n'est pas encore affirmé, même si l'écologie politique semble y prendre une place de plus en plus centrale, sur le plan des idées comme sur le plan électoral. Consolider, rassembler et élargir ce pôle social-écologiste : ce doit être là l'objectif premier des écologistes désormais, et, avec eux, de tous ceux qui espèrent que la présidentielle de 2022 ne se jouera pas sur un nouvel affrontement entre le candidat libéral-mondialisateur, d'un côté, et la candidate souverainiste-identitaire, de l'autre.



NOTES

1 - Rémi Lefebvre, Nicolas Bué, Fabien Desage, « Le premier tour des municipales n'a pas eu lieu », *Libération*, 18 mars 2020, https://www.liberation.fr/debats/2020/03/18/le-premier-tour-des-municipales-n-a-pas-eu-lieu_1782174

2 - Marie Nelhouser, Camille Kelbel, François Briatte, « Élections municipales : ce que révèle l'analyse du premier tour de mars 2020 », *The Conversation*, 10 mai 2020, <https://theconversation.com/elections-municipales-ce-que-revele-lanalyse-du-premier-tour-de-mars-2020-136876>

3 - Charlotte Halpern, « L'agenda environnemental des municipalités », *L'économie politique*, 2020, n°85, pp. 87 à 98, <https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2020-1-page-87.html>

4 - Cela est vrai y compris dans les villes de l'Est, où l'on a tendance à considérer les écologistes comme plus centristes – plus proches d'un modèle allemand souvent caricaturé. A Mulhouse, par exemple, les Verts se sont alliés au PCF et à la France insoumise.

5 - Brice Teinturier, « Municipales 2020 : comprendre le vote des Français », Ipsos, 16 mars 2020, <https://www.ipsos.com/fr-fr/municipales-2020-comprendre-le-vote-des-francais>

6 - Fabien Escalona, Mathieu Vieira, « Les idéopôles, laboratoires de la recomposition de l'électorat socialiste », Fondation Jean Jaurès, 6 février 2012, <https://jean-jaures.org/nos-productions/les-ideopoles-laboratoires-de-la-recomposition-de-l-electorat-socialiste>

7 - Emiliano Grossman, « Europe Ecology – Les Verts après les élections européennes : quitte ou double », *Green European Journal*, 19 décembre 2019, <https://www.greeneuropeanjournal.eu/europe-ecologie-les-verts-apres-les-elections-europeennes-quitte-ou-double/>

8 - Florent Gougou, Simon Persico, « A new party system in the making? The 2017 French presidential election », *French Politics*, 2017, 15: 303-321, https://www.researchgate.net/publication/319215773_A_new_party_system_in_the_making_The_2017_French_presidential_election

9 - Pierre Martin, *Crise mondiale et systèmes partisans*, Presses de Sciences Po, 2018.

LES AUTEURS



Florent Gougou est maître de conférences en science politique à Sciences Po Grenoble. Ses travaux portent sur le changement des systèmes partisans et les transformations des rapports de force électoraux en Europe de l'Ouest.



Simon Persico est Professeur de science politique à Sciences Po Grenoble, responsable de l'équipe Gouvernance du laboratoire Pacte. Ses travaux portent sur le changement des systèmes partisans en Europe de l'Ouest, l'impact des partis sur les politiques publiques, et les politiques environnementales.

LA FONDATION DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE - FEP

31/33 rue de la Colonie 75013 Paris

Tél. +33 (0)1 45 80 26 07 - contact@fondationecolo.org

La FEP est reconnue d'utilité publique. Elle a pour but de favoriser le rassemblement des idées autour du projet de transformation écologique de la société, de contribuer à l'élaboration du corpus théorique et pratique correspondant à ce nouveau modèle de société et aux valeurs de l'écologie politique.

Les travaux publiés par la Fondation de l'Écologie Politique présentent les opinions de leurs auteur-es et ne reflètent pas nécessairement la position de la Fondation en tant qu'institution.

www.fondationecolo.org

ISBN 979-1-09-508220-0



1€



Cette note est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons 3.0, « Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modifications ».

<http://creativecommons.org/licences/by-nc-nd/3.0/fr>